

# International Solidarity Movement – ISM-France

Soutien aux luttes de libération du peuple palestinien

## Comment la guerre d'Israël contre Gaza a révélé le sionisme comme un culte génocidaire

*La question n'est plus de savoir si le gouvernement israélien est raciste et génocidaire, mais si la majorité juive israélienne qui soutient ses crimes contre les Palestiniens correspond également à cette description.*



— Rafles de Palestiniens à Gaza par l'armée israélienne d'occupation, octobre-novembre 2023.

Joseph Massad, 10 janvier 2024. Depuis que l'actuel gouvernement israélien, dirigé par Benjamin Netanyahu, est arrivé au pouvoir en décembre 2022, il existe un consensus, même au sein du [courant dominant occidental](#) et au sein de l'opposition politique israélienne, selon lequel il s'agit d'un gouvernement suprémaciste juif et raciste.

Les caractérisations du gouvernement, -qui exprime clairement les préférences d'une majorité de l'électorat juif israélien-, comme « le plus extrême », « le plus fondamentaliste » et « le plus raciste » de l'histoire d'Israël, sont devenues courantes. D'autres descriptions le considèrent comme le « premier gouvernement fasciste » d'Israël.

Ceci sans compter que deux ans avant la montée du gouvernement actuel, les principales [organisations occidentales](#) de défense des droits de l'homme historiquement pro-israéliennes avaient qualifié

Israël d'État raciste d'« apartheid » depuis sa fondation. Les Palestiniens et leurs partisans utilisent également cette étiquette pour décrire Israël depuis au moins les années 1960.

C'est le même gouvernement, sous le coup d'une condamnation internationale, qui a lancé la [guerre génocidaire](#) en cours contre le peuple palestinien, qui a jusqu'à présent tué et blessé plus de 100 000 Palestiniens et déplacé plus de deux millions de personnes.

Pourtant, ce même gouvernement raciste et sa guerre génocidaire sont soutenus, armés et financés par les États-Unis et leurs alliés européens, qui, oubliant leurs critiques antérieures, n'ont pas hésité à [justifier](#) les crimes israéliens, tout comme ils ont défendu auparavant la colonie juive contre les accusations d'apartheid.

Cependant, la question débattue n'est plus de savoir si le gouvernement israélien est raciste, fasciste ou génocidaire, mais si une majorité de Juifs israéliens correspondent également à ces descriptions et si ce gouvernement n'est en réalité qu'une manifestation de la culture politique juive israélienne.

### « Plus à la marge »

Le rédacteur en chef de *Middle East Eye*, David Hearst, a récemment [observé](#) que ceux qui expriment un racisme génocidaire parmi les Juifs israéliens - notamment des soldats, des chanteurs, des artistes et des hommes politiques - « ne sont plus marginaux. Ils représentent ce que pense le courant dominant en Israël. Ils sont devenus génocidaires, racistes et fascistes lorsqu'ils parlent des Palestiniens - sans aucune honte. Ils sont fiers de leur racisme, en plaisantent et ne font pas grand-chose pour le dissimuler.

Selon les [sondages](#) de l'Institut israélien de la démocratie et du Peace Index de l'Université de Tel Aviv, réalisés plus d'un mois après le début du bombardement israélien massif de Gaza, qui avait alors tué des milliers de personnes, « 57,5 % des Juifs israéliens ont déclaré qu'ils croyaient que les Forces de défense israéliennes (Tsahal) utilisaient trop peu de puissance de feu à Gaza ; 36,6 % ont déclaré que Tsahal utilisait une puissance de feu appropriée, tandis que seulement 1,8 % ont déclaré qu'ils pensaient que Tsahal utilisait trop de puissance de feu.

Commentant les opinions génocidaires d'une majorité de Juifs israéliens et leur soutien au nettoyage ethnique du peuple palestinien, le journaliste israélien [Gideon Levy](#) semble perdu : « soit c'est le vrai visage d'Israël, et l'attaque du 7 lui a permis de faire surface, soit le 7 a vraiment changé les choses », a-t-il déclaré, ajoutant : « Je ne sais pas lequel est vrai. »

La réponse de Levy est toutefois surprenante, étant donné le racisme documenté du mouvement sioniste depuis sa création et le fait bien connu qu'il a toujours eu pour objectif de nettoyer ethniquement la Palestine de la population palestinienne indigène du pays.

La presse israélienne a publié des articles apparemment « [raisonnables](#) », qui présentent le nettoyage ethnique des Palestiniens de Gaza et leur éventuelle expulsion vers le Sinaï égyptien envisagés par Israël comme quelque chose de merveilleux, le décrivant comme « l'un des endroits les plus appropriés sur terre pour fournir à la population de Gaza de l'espoir et un avenir pacifique. »

Pourtant, on pourrait vraisemblablement et tout aussi raisonnablement contrer cette proposition en suggérant que les colons Juifs d'Israël s'installent volontairement aux États-Unis et en Europe, en particulier en Allemagne, où leurs droits et privilèges sont sauvegardés. En effet, ces endroits font partie des « endroits les plus appropriés sur Terre pour offrir aux [Juifs israéliens] de l'espoir et un avenir paisible ».

Cela est d'autant plus vrai que les responsables et intellectuels israéliens affirment souvent qu'ils vivent dans un quartier « [mauvais](#) » ou « difficile », ou même dans la « [jungle](#) ». L'Europe et les États-Unis sont clairement des voisinages bien supérieurs avec de très faibles préoccupations en matière de sécurité. Après tout, l'Europe est un « jardin », tandis que « la majeure partie du reste du monde est

une jungle », comme l'a odieusement déclaré le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, [Josep Borrell](#), l'année dernière.

La présidente allemande de l'UE, [Ursula von der Leyen](#), a également souligné que « la culture juive est la culture européenne » et que « l'Europe doit valoriser sa propre judéité. Pour que la vie juive en Europe puisse à nouveau prospérer. »

Une telle démarche volontaire de la part des Juifs israéliens, dont [plus d'un million](#) détiennent déjà des passeports européens et américains, épargnerait au peuple palestinien (et au Moyen-Orient plus largement) la violence et les guerres que la colonisation sioniste depuis les années 1880 et surtout après 1948, a imposé aux habitants de la région.

Peut-être qu'au lieu de laisser Israël et ses sponsors occidentaux négocier secrètement avec le « [Congo](#) » ou le [Canada](#) pour accueillir les Palestiniens expulsés, comme cela a été récemment rapporté, les Nations Unies et les États arabes devraient exhorter avec plus d'enthousiasme les pays occidentaux à accueillir parmi eux les juifs israéliens.

## Un culte de la violence

Alors que de récents sondages et analyses révèlent la haine et les attitudes génocidaires de la grande majorité des citoyens juifs d'Israël envers les Palestiniens, leur réinstallation en Europe et aux États-Unis devrait leur apporter plus de bonheur et de tranquillité d'esprit.

En outre, ceux qui justifient l'anéantissement des Palestiniens pour « [sauver](#) » [la civilisation occidentale](#) et les valeurs auxquelles Israël s'identifie feraient mieux de sauver la civilisation occidentale du cœur même de celle-ci, loin de la frontière coloniale et de la politique palestinienne de résistance anticoloniale.

Dans cette optique, la coordinatrice de la Commission européenne pour la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive, l'Allemande [Katharina von Schnurbein](#), a récemment affirmé que « l'Europe ne serait pas l'Europe sans son héritage juif ». Elle a ajouté : « L'héritage juif fait partie de l'ADN de l'Europe. Et en tant qu'institutions européennes, nous voulons protéger le patrimoine juif, le sauvegarder et le chérir. Il s'agit d'un aspect clé de la promotion de la vie juive, qui constitue l'objectif ultime de la stratégie de l'UE visant à lutter contre l'antisémitisme et à favoriser la vie juive. »

On pourrait s'attendre, à la suite d'une telle affirmation, à ce que les portes de l'Europe s'ouvrent cette fois aux Juifs, contrairement aux années 1930 et 1940, ou à ce que les États-Unis, qui ont refusé d'admettre les réfugiés juifs fuyant les nazis et renvoyé un navire rempli d'eux en 1939 en Europe où beaucoup d'entre eux ont péri dans les camps de la mort d'Hitler, accueilleraient à bras ouverts les juifs israéliens dans leur meilleur quartier.

Un grand nombre de psychiatres israéliens ont déjà quitté le pays pour des pâturages plus verts au Royaume-Uni, invoquant une charge de travail élevée qui n'a fait qu'augmenter depuis le 7 octobre et un système de santé mentale au bord de l'effondrement.

Cela n'est pas surprenant, car le soutien aux tueries des Palestiniens dans des massacres et des guerres incalculables depuis 1948 est de toute évidence devenu un véritable culte génocidaire en Israël dans tous les segments de la société et du gouvernement. Comme tous les membres de sectes violentes, le seul moyen de les sauver d'eux-mêmes est de les déprogrammer. Ce sera sans aucun doute un processus long et compliqué qui, dans le cas de nombreux Juifs israéliens, nécessitera de mettre fin à des décennies de lavage de cerveau.

Peut-être que ces mêmes psychiatres qui sont partis pourraient aider à déprogrammer les juifs israéliens dans un environnement européen sûr pour les débarrasser de leur attachement au nettoyage ethnique et aux guerres génocidaires.

## Un avenir paisible

Pendant ce temps, l'affaire que l'Afrique du Sud a portée devant la Cour internationale de Justice (CIJ) accusant Israël de génocide suscite l'alarme à la Maison Blanche et dans les capitales d'Europe occidentale. Ce n'est que la dernière affaire reçue par la CIJ accusant Israël de crimes.

Il y a un an, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une demande d'avis consultatif de la CIJ sur l'occupation des territoires palestiniens par Israël avec 87 voix pour et 26 contre - les opposants sont pour la plupart les mêmes pays qui soutiennent aujourd'hui la guerre génocidaire d'Israël à Gaza.

La CIJ devrait tenir des audiences publiques sur cette affaire le mois prochain. Quant à l'affaire la plus récente intentée par l'Afrique du Sud, la CIJ l'examinera lors d'une audience d'urgence le 11 janvier.

La CIJ a été confrontée à des demandes similaires dans le contexte du colonialisme de peuplement depuis la Seconde Guerre mondiale. Plus particulièrement, en juillet 1966, la CIJ a rejeté une requête présentée en 1962 par le Libéria et l'Éthiopie concernant la colonie sud-africaine de Namibie, au motif qu'aucun d'eux n'avait la capacité juridique de présenter cette requête. Les deux pays étaient d'anciens membres de la Société des Nations, qui avait choisi l'Afrique du Sud comme puissance mandataire sur la Namibie après la Première Guerre mondiale.

La requête du Libéria et de l'Éthiopie de 1962 appelait le tribunal à se prononcer sur le statut juridique de la Namibie. Le président du tribunal, [Sir Percy Spender](#), lui-même originaire de la colonie d'Australie, a voté de manière décisive dans la décision par sept voix contre sept en faveur de l'Afrique du Sud. Cette décision a lancé la lutte armée de la South West Africa People's Organisation (Swapo) contre les occupants sud-africains de l'apartheid. Cette année-là, l'Assemblée générale a révoqué le mandat de l'Afrique du Sud, mais en vain.

En 1969, le Conseil de sécurité de l'ONU a finalement approuvé la révocation du mandat de l'Afrique du Sud par l'Assemblée générale en 1966. Lorsque l'Afrique du Sud a défié l'ONU et a refusé de se retirer, l'affaire a été soumise en juillet 1970 à la CIJ pour avis consultatif.

Contrairement à 1966, cette fois-ci, [l'avis de la CIJ](#), rendu le 21 juin 1971, a pleinement justifié la position de l'ONU, statuant que l'ONU était l'autorité gouvernementale légitime en Namibie et que l'Afrique du Sud devait se retirer.

Contrairement à la décision procoloniale de la CIJ de 1966, la décision de 1971 a supprimé le dernier vestige de légitimité dont disposait encore le régime suprémaciste blanc. Non pas que l'Afrique du Sud ait respecté la décision ; il ne l'a pas fait. Les sponsors occidentaux de l'OTAN de l'Afrique du Sud ont continué sans vergogne à soutenir ses tactiques dilatoires déguisées en « processus de paix » et ont opposé leur *veto* aux résolutions de l'ONU appelant à des sanctions contre l'État suprémaciste blanc.

Néanmoins, c'est la décision de la CIJ de 1971 qui a conduit à la reconnaissance internationale de la Swapo et du droit du peuple namibien à l'autodétermination. Il faudra une guerre de libération pour que la Namibie obtienne enfin son indépendance en 1990.

Cela veut dire qu'une décision de la CIJ condamnant la guerre d'Israël comme un génocide serait de bon augure pour la lutte du peuple palestinien contre ses colonisateurs cruels et assoiffés de sang.

Même si cela n'entraînera pas une libération et une décolonisation immédiates, cela accélérera considérablement ce processus jusqu'à ce qu'il démantèle le régime israélien de suprématie juive et sauve les Palestiniens et les juifs israéliens du culte génocidaire du sionisme.

Article original en anglais sur [Middle East Eye](#) / Traduction MR

**Auteur :** [Joseph Massad](#)



\* **Joseph Massad** est professeur de politique arabe moderne et d'histoire intellectuelle à l'université Columbia de New York. Il est l'auteur de nombreux livres et articles universitaires et journalistiques. Il a notamment publié *Colonial Effects : The Making of National Identity in Jordan*, *Desiring Arabs*, *The Persistence of the Palestinian Question : Essays on Zionism and the Palestinians*, et plus récemment *Islam in Liberalism*. Ses livres et articles ont été traduits dans une douzaine de langues.

---